

(1)

(N° 5.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1908.

Projet de loi sur la télégraphie sans fil et la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet d'une loi sur la télégraphie sans fil et la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

Dès les premiers temps de l'application pratique de ces modes de correspondance, il fut évident que le fonctionnement devrait en être réglé d'une façon précise, aux fins, notamment, de prévenir les inconvénients de la confusion des signaux émis simultanément par des stations peu distantes l'une de l'autre.

Ainsi l'avaient bien compris les Gouvernements qui, à l'initiative de l'empire d'Allemagne, ont réuni des représentants en une conférence tenue à Berlin, en 1906, en vue de régler le régime international d'exploitation de la télégraphie sans fil.

Les résolutions de cette conférence — à l'élaboration desquelles ont participé des délégués de la Belgique — entreront en vigueur le 1^{er} juillet prochain. Il importe donc que, pour cette date, le Gouvernement soit investi des pouvoirs nécessaires à l'application desdites résolutions.

On ne pourrait songer à faire dériver ces pouvoirs du régime légal de la télégraphie et de la téléphonie avec fils : les Chambres législatives de 1850, de 1851, de 1852, de 1876, de 1885 et de 1898, qui ont été appelées à déterminer ce régime, n'ont à coup sûr pu légiférer en même temps sur la télégraphie sans fil et sur la téléphonie sans fil, puisque ces derniers systèmes de correspondance leur étaient inconnus.

Une autre considération, d'importance primordiale, fera ressortir plus catégoriquement encore la nécessité de régler par une loi spéciale les principes de l'organisation nouvelle.

Les lois de 1850, 1851 et 1852 concernant la télégraphie avec fils, pas plus que celles de 1885 et de 1898, relatives à la téléphonie avec fils, ne contiennent de stipulation interdisant à un particulier de se relier télégraphiquement ou téléphoniquement à un autre particulier, pour autant, bien entendu, que l'établissement des fils, avec ou sans prise d'appui, ait été autorisé par les propriétaires et occupants des biens à emprunter et que l'usage de la ligne privée par des tiers reste exclusif de toute perception, directe ou indirecte, de taxe.

Or, si par assimilation, un droit analogue devait être reconnu aux particuliers, en matière de télégraphie et de téléphonie sans fil, l'exercice de ce droit pourrait entraver le fonctionnement des installations radiotélégraphiques et radiotéléphoniques qui auraient été réalisées, soit par le Gouvernement en vue de la correspondance publique, de la sauvegarde du pays ou du maintien de l'ordre, soit par des particuliers voisins. En effet, ni la science ni la technique ne sont arrivées encore à localiser les transmissions et les réceptions des radiations électriques entre deux points de correspondance déterminés à l'avance : toute station étrangère située dans le rayon d'action des radiations produites par une station donnée est susceptible de surprendre les signaux et les messages et de violer ainsi le secret des correspondances ; en outre, toute station peut, par une émission d'ondes, troubler profondément ou même empêcher complètement les communications entre deux autres stations, à de très grandes distances.

Si l'on veut donc tirer de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie tout le parti que peuvent en réclamer la correspondance publique, les besoins militaires et ceux de la marine, il est nécessaire d'appliquer à ces modes de communication un régime légal qui, tout en atteignant les appareils clandestins, ne laisse point place à des interventions ou interférences nuisibles, et porte réglementation de telle façon que l'usage légitime des installations écarte, autant que possible, le trouble et le désordre dans les communications.

En résumé, c'est le respect de la propriété privée ou domaniale qui a été le but principal de la législation sur la télégraphie et la téléphonie avec fils ; c'est le soin des intérêts publics qui inspire la recherche des moyens légaux propres à écarter les dangers et les inconvénients de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie.

On voit, dès à présent, quels seront les principes fondamentaux de la loi proposée :

I. — Attribution, au Gouvernement, d'un monopole et, par corrélation, du droit d'autoriser ou d'interdire l'établissement et le fonctionnement de toute station privée ;

II. — Octroi, au Gouvernement, du pouvoir de subordonner, à toute époque, à la raison d'ordre public ou aux nécessités de la sécurité et de la défense du territoire le maintien et le fonctionnement de toute station régulièrement utilisée par des tiers quelconques ;

III. — Détermination de sanctions pénales aux interdictions stipulées par la loi ou par les règlements pris en exécution de cette loi.

Telles sont, Messieurs, les bases du projet qui vous est soumis; elles sont en harmonie avec les diverses législations étrangères relatives au même objet, ainsi qu'avec les principes de la convention radiotélégraphique internationale de Berlin de 1906.

On peut prévoir cependant que des perfectionnements importants, fruits des progrès incessants de la technique, modifieront, tôt ou tard, les conditions actuelles de l'exploitation : la solution définitive du problème de la syntonisation, notamment, permettrait peut-être de simplifier, sinon de tempérer, le régime légal faisant l'objet du projet qui vous est présenté.

Le cas échéant, le Gouvernement aura soin de soumettre à la Législature des propositions en harmonie avec les progrès réalisés.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

G. HELLEPUTTE.

PROJET DE LOI

sur la télégraphie sans fil et la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à entreprendre l'établissement et l'exploitation de la télégraphie sans fil et de la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

ART. 2.

Sur le territoire belge ou à bord d'un navire ou bateau belge, nul ne peut, sans une autorisation préalable du Gouvernement, établir, faire ou laisser établir ou fonctionner des appareils à radiations électriques susceptibles de servir ou de nuire à la correspondance.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de deux cents à deux mille francs et d'un

WETSONTWERP

betreffende de draadloze telegrafie en de draadloze telefonie door elektrische stralingen.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet aanbieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De Regeering is gemachtigd tot het ondernemen van den aanleg en de exploitatie van de draadloze telegrafie en van de draadloze telefonie door elektrische stralingen.

ART. 2.

Zonder voorafgaande machtiging vanwege de Regeering mag niemand, op Belgisch grondgebied of aan boord van een Belgisch vaartuig, toestellen voor elektrische stralingen plaatsen, doen of laten plaatsen of werken, die voor de gemeenschap kunnen dienen of deze kunnen schaden.

Elke overtreding van het bij dit artikel bepaalde wordt gestraft met eene boete van tweehonderd tot tweeduizend frank

emprisonnement de huit jours à un an ou d'une de ces peines seulement; les appareils et tous autres objets spécialement destinés à leur fonctionnement seront confisqués au profit de l'État.

Toutefois, les tribunaux pourront ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la confiscation de tous les appareils et autres objets ou d'une partie d'entre eux en les plaçant sous sequestre pour un terme qui sera fixé dans le jugement. Ce sequestre sera levé de plein droit si l'intéressé ou ses ayants droit obtiennent l'autorisation de faire usage des appareils. A défaut de cette autorisation, la confiscation produira ses effets à l'expiration du terme fixé par le jugement, à moins que le ministre compétent n'autorise le délinquant, soit à détruire les appareils, soit à les transporter hors du royaume, soit à en transférer la possession à un permissionnaire dûment autorisé.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées même en cas d'acquiescement du prévenu, lorsqu'il sera constant que les appareils et autres objets, ayant donné lieu à la poursuite, sont de ceux que visent les deux premiers alinéas du présent article.

ART. 5.

Le Gouvernement déterminera les tarifs ainsi que les règlements d'administration et de police relatifs à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie. Les infractions seront punies des peines établies par la loi du 6 mars 1818.

ART. 4.

Les autorisations prévues à l'article 2 sont délivrées par le Ministre auquel

en met gevangenzitting van acht dagen tot één jaar of met eene enkele dier straffen; de toestellen en alle andere voorwerpen, in het bijzonder tot dezer werking bestemd, zullen ten bate van den Staat verbeurd verklaard worden.

De rechtbanken mogen echter bevelen dat de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring van al de toestellen en andere voorwerpen of van een gedeelte daarvan zal worden uitgesteld, mits ze in bewaarderhand te stellen voor eenen in het vonnis te bepalen termijn. Ontheffing van laatstgenoemden maatregel volgt van rechtswege indien de belanghebbende of zijne rechthebbenden machtiging verkrijgen om van die toestellen gebruik te maken. Bij gebreke aan zulke machtiging, heeft de verbeurdverklaring hare uitwerking bij het vervallen van den in het vonnis bepaalden termijn, tenzij de bevoegde Minister den overtreder ertoe machtigt, hetzij de toestellen te vernietigen, hetzij ze buiten het Rijk te voeren, hetzij het bezit ervan over te dragen aan een behoorlijk gemachtigden vergunninghouder.

De vorenstaande bepalingen zullen toegepast worden, zelfs ingeval de betichte vrijgesproken wordt, wanneer het vaststaat dat de toestellen en andere voorwerpen, ter oorzake waarvan de vervolging is ingesteld, behooren tot de soort als bedoeld in lid één en twee van dit artikel.

ART. 5.

De tarieven alsmede de beheers- en politie-verordeningen betreffende de radiotelegrafie en de radiotelefonie worden door de Regeering vastgesteld. De overtredingen worden gestraft met de straffen, bij de wet van 6 Maart 1818 bepaald.

ART. 4.

Machtigingen als bedoeld bij artikel 2 worden gegeven door den Minister onder

ressortissent les services de la télégraphie et de la téléphonie, après accord avec les autres ministres intéressés; elles mentionnent notamment leur durée, les conditions de l'installation et de l'usage des appareils, les taxes à percevoir s'il y a lieu, les redevances à payer éventuellement au Trésor public, les pénalités et toutes les circonstances restrictives dictées par les nécessités de l'ordre public ainsi que par la sécurité et la défense du territoire. En cas d'infraction aux conditions de l'autorisation, celle-ci pourra être retirée par le ministre qui l'avait délivrée.

Toutefois, une redevance pourra n'être pas réclamée lorsqu'il sera prouvé à la satisfaction du ministre chargé de la délivrance des autorisations que le demandeur n'a d'autre but que de procéder à des expériences ou d'utiliser les appareils à des usages privés sans perception d'une taxe quelconque.

ART. 5.

Nul ne peut mettre en état d'activité, à bord d'un navire ou bateau étranger, des appareils à radiations électriques, susceptibles de servir ou de nuire à la correspondance radiotélégraphique ou radiotéléphonique, aussi longtemps que ce navire ou bateau se trouve dans les eaux territoriales belges, si ce n'est en conformité des règles prescrites conformément à l'article 3. Le Ministre compétent peut, en tout temps, prononcer l'interdiction de l'usage des appareils ou prescrire les mesures de précaution, de surveillance et de contrôle qu'il jugera utiles.

Toute infraction aux dispositions du présent article est passible d'une amende de cent à cinq cents francs. Le tribunal ordonnera la mise sous sequestre des appareils et de tous autres objets spécialement destinés à leur fonctionnement,

wien de telegraaf- en telefoondiensten behooren, na overleg met de overige betrokken Ministers; zij vermelden onder andere haren duur, de voorwaarden voor den aanleg en het gebruik van de toestellen, de te heffen taksen, zoo daartoe aanleiding is, de des voorkomend aan de Openbare Schatkist te betalen belastingen, de straffen en alle beperkende omstandigheden die, met het oog op de openbare orde en op 's lands veiligheid en verdediging nuttig zijn te bepalen. Bij overtreding van de voorwaarden, waaronder de machtiging werd verleend, mag deze ingetrokken worden door den Minister die ze toegestaan heeft.

Eene belasting hoeft echter niet noodzakelijk gevorderd te worden wanneer het, ten genoegen van den Minister met het afgeven der machtigingen belast, bewezen is dat de aanvrager geen ander doel beoogt dan proeven te nemen of de toestellen te laten dienen tot privaat gebruik zonder eenige taks te heffen.

ART. 5.

Aan boord van eenig vreemd vaartuig mag niemand toestellen met electrische stralingen, die voor de radiotelegrafische of radiotelefonische gemeenschap kunnen dienen of deze kunnen schaden, in werking stellen zoo lang dat vaartuig zich in de Belgische territoriale wateren bevindt, tenzij mits inachtneming van de regelen, voorgeschreven bij artikel 3. Te allen tijde mag de bevoegde Minister het gebruik van de toestellen verbieden of zulke maatregelen van voorzorg, toezicht of nazicht voorschrijven, als hij nuttig acht.

Elke overtreding van het bepaalde bij dit artikel is strafbaar met eene boete van éenhonderd tot vijfhonderd frank. De rechtbank zal het in bewaarderhand stellen van de toestellen en van alle andere voorwerpen, tot dezer werking in het

pour la durée du séjour du navire dans les eaux belges; le sequestre sera levé de plein droit si l'intéressé obtient du ministre compétent l'autorisation de faire usage des appareils.

Si, après la levée du sequestre, l'intéressé commet une nouvelle contravention aux conditions qui lui seront prescrites, l'amende pourra être portée au double et les appareils et autres objets seront confisqués au profit de l'État.

ART. 6.

Dans le cas où, pour une raison d'ordre public ou pour la sécurité et la défense du territoire, le Gouvernement juge nécessaire de suspendre tout ou partie du service, le permissionnaire est obligé d'obtempérer à la première réquisition qui lui sera faite à cette fin.

Dans les mêmes circonstances, le ministre compétent peut, soit ordonner la mise hors d'usage des appareils ou les placer sous sequestre, soit substituer ses agents à ceux des permissionnaires dans le service des appareils.

Ces mesures sont prises pour le terme que le Gouvernement juge nécessaire et ne donnent ouverture à aucun droit d'indemnité contre l'État.

ART. 7.

Les lois pénales relatives à la télégraphie et à la téléphonie avec fils sont applicables à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie du Gouvernement ainsi qu'aux installations et services dûment autorisés qui ont pour objet la correspondance publique.

ART. 8.

Le Gouvernement pourra désigner des

bijzonder bestemd, bevelen voor den duur, dat het vaartuig in de Belgische wateren ligt; ontheffing van dien maatregel volgt van rechtswege zoo de belanghebbende van den bevoegden minister de machtiging erlangt om van de toestellen gebruik te maken.

Indien de belanghebbende, na die ontheffing, opnieuw de hem opgelegde voorwaarden overtreedt, mag de boete op het dubbel gesteld worden en zullen de toestellen en andere voorwerpen ten bate van den Staat verbeurd verklaard worden.

ART. 6.

Ingeval de Regeering om eene reden van openbare orde of tot 's lands beveiliging en verdediging het noodig acht den dienst geheel of ten deele op te heffen, is de vergunninghouder verplicht te voldoen aan de eerste hem daartoe gedane vordering.

In dezelfde omstandigheden, kan de bevoegde Minister hetzij bevelen dat de toestellen buiten gebruik gesteld worden of ze in bewaarderhand stellen, hetzij bij de bediening van de toestellen zijne bedienden stellen in de plaats van die der vergunninghouders.

Die maatregelen worden getroffen voor den termijn, dien de Regeering noodig acht en geven tegenover den Staat geenerlei aanspraak op vergoeding.

ART. 7.

De strafwetten betreffende de draadtelegrafie en telefonie zijn van toepassing op 's Rijks radiotelegrafie en radiotelefonie alsmede op behoorlijk geoorloofde inrichtingen en diensten die overseining van publieke mededeelingen ten doel hebben.

ART. 8.

De Regeering mag ambtenaren aanwij-

fonctionnaires qui seront assermentés comme officiers de police judiciaires pour la constatation des infractions relatives à la télégraphie ou à la téléphonie sans fil.

Les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires feront foi jusqu'à preuve contraire.

Ces fonctionnaires auront, pour toutes les infractions relatives à la télégraphie sans fil ou à la téléphonie sans fil, concurrence et même prévention à l'égard de tous les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction.

ART. 9.

Lorsqu'il existera des indices suffisants de l'existence d'appareils de télégraphie ou de téléphonie sans fil non régulièrement autorisés ou utilisés, le juge d'instruction se transportera aux lieux où lesdits appareils seront présumés se trouver pour y faire, même dans des propriétés particulières, toutes perquisitions utiles à la manifestation de la vérité.

Il pourra se faire accompagner d'un ou de plusieurs experts ou fonctionnaires assermentés aux termes de l'article précédent.

Il pourra procéder ou faire procéder par tous officiers de police judiciaire à la saisie ou à la mise hors d'usage ou sous sequestre, à titre temporaire, des appareils établis ou employés sans autorisation régulière, ainsi que tous autres objets sujets à confiscation aux termes des articles 2 et 5 de la présente loi.

ART. 10.

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance par la voie radiotélégraphique ou radiotéléphonique.

zen, die als officier der rechterlijke politie beëdigd zullen worden, tot het vaststellen van overtredingen betreffende de draadlooze telegrafie of telefonie.

Processen-verbaal, door die ambtenaren opgemaakt, zijn geloofwaardig tot het tegenbewijs geleverd zij.

Voor alle overtredingen betreffende de draadlooze telegrafie of de draadlooze telefonie hebben die ambtenaren gelijk gezag met en zelfs voorrang op alle andere officieren der rechterlijke politie, ter uitzondering van den Procureur des Konings en den onderzoeksrechter.

ART. 9.

Wanneer er voldoende vermoedens zijn van het bestaan van niet-behoorlijk geoorloofde of gebruikte toestellen voor draadlooze telegrafie of telefonie, zal de onderzoeksrechter zich begeven ter plaatsen waar vermoed wordt dat voormelde toestellen zich bevinden om, zelfs op particuliere eigendommen, alle tot blijk der waarheid nuttige opzoekingen te doen.

Hij mag zich doen vergezellen door een of meer krachtens voorgaand artikel beëdigde deskundigen of ambtenaren.

Hij mag overgaan of door alle officieren der rechterlijke politie doen overgaan tot het in beslag nemen of buiten gebruik of in bewaarderhand stellen, ten tijdelijken titel, van de zonder behoorlijke machtiging geplaatste of gebruikte toestellen, alsmede van alle anderen krachtens artikelen 2 en 5 van deze wet voor verbeurdverklaring vatbare voorwerpen.

ART. 10.

De Staat is geenszins verantwoordelijk uit hoofde van de gemeenschap per radiotelegraaf of radiotelefoon.

ART. 11.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Donné à Laeken, le 16 juin 1908.

ART. 11.

Deze wet is verbindend daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Laeken, den 11ⁿ Juni 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafien,*

G. HELLEPUTTE.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1908.

Ontwerp van wet betreffende de draadloze telegrafie en de draadloze telephonie door elektrische stralingen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HERREN,

Naar 's Konings bevelen, heb ik de eer het ontwerp eener wet betreffende de draadloze telegrafie en de draadloze telephonie door elektrische stralingen aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Reeds bij den aanvang der practische toepassing van die gemeenschapsmiddelen bleek, dat dezer werking duidelijk diende geregeld, inzonderheid om de letselen te vermijden, die kunnen ontstaan uit de verwarring van gelijktijdig door naburige stations verzonden seinen.

Aldus meenden toch de regeeringen die, op het voorstel van het Duitse Rijk, vertegenwoordigers in eene in 1906 te Berlijn gehouden conferentie vergaderden, tot regeling van de internationale exploitatie der draadloze telegrafie.

De besluiten dezer conferentie — waaraan België's gemachtigden medewerkten — treden op 1 Juli e. k. in werking. Tegen dien dag dient de Regeering dus in het bezit te zijn van de noodige macht tot toepassing dier besluiten.

Die macht te doen voortvloeien uit de wettelijke regeling van draadtelegrafie en draadtelephonie is niet denkbaar: de Wetgevende Kamers van 1850, van 1851, van 1852, van 1876, van 1885 en van 1898, welke die regeling hadden vast te stellen, konden voorzeker niet bedacht zijn op draadloze telegrafie en draadloze telephonie, vermits beide laatstgenoemde gemeenschapsmiddelen haar onbekend waren.

Eene andere, hoogst gewichtige beschouwing zal nog duidelijker doen uitkomen hoe noodzakelijk het is de grondbeginselen der nieuwe inrichting door eene bijzondere wet te regelen.

De wetten van 1850, 1851 en 1852 betreffende de draadtelegrafie, en die van 1885 en van 1898, betreffende de draadtelephonie, behelzen geene bepalingen, waarbij het aan particulieren verboden is zich per telegraaf of telefoon met een anderen particulier te verbinden, in zooverre, wel te verstaan,

het aanleggen der draden, met of zonder steunpunt, toegestaan werd door de eigenaars en gebruikers der goederen waardoor de lijn loopt en dat het gebruik der private lijn, door derden, vrij blijve van alle rechtstreeksche of onrechtstreeksche heffing van taksen.

Moest nu, bij wijze van gelijkstelling, aan particulieren een dergelijk *recht* toegekend worden in zake draadlooze telegrafie en draadlooze telefonie, dan zou de uitoefening van dat recht de werking kunnen belemmeren van de radiotelegrafische en radiotelefonische inrichtingen, tot stand gebracht, hetzij door de Regeering met het oog op de openbare gemeenschap, op 's lands veiligheid of op het behoud der orde, hetzij door naburige particulieren. Inderdaad, de wetenschap noch de techniek vermochten tot hiertoe, het overbrengen of het ontvangen van elektrische stralingen tusschen twee vooraf bepaalde gemeenschapsposten te beperken : elk vreemd station, gelegen binnen het werkveld der door een bepaald station voortgebrachte stralingen, kan de seinen en berichten opvangen en aldus het geheim der mededeelingen schenden; bovendien kan elk station, door het verwekken van golven, de mededeelingen tusschen twee andere stations, op zeer groote afstanden, grondig storen of zelfs teenemaal verhinderen.

Wil men dus uit de radiotelegrafie en de radiotelefonie al het voordeel trekken, dat het publiek, het krijgswezen en de zeevaart daarvan verwachten, zoo dienen deze gemeenschapsmiddelen onderworpen aan een wettelijk stelsel dat de ongeoorloofde toestellen treft en bijgevolg geen plaats overlaat voor nadeelige tusschenkomst of inmenging, en tevens zulke regeling invoert, dat bij wettig gebruik der inrichtingen, zooveel doenlijk, storing en wanorde in de gemeenschap worden geweerd.

Kortom, de wetgeving op draadtelegrafie en draadtelefonie werd hoofdzakelijk ingegeven door den eerbied voor privaten of domanialen eigendom; het uitzien naar wettelijke middelen tot wering der gevaren en letselen der radiotelegrafie en der radiotelefonie wordt ingegeven door de bezorgdheid voor het *algemeen* belang.

Van nu af, ziet men dus op welke beginselen de voorgestelde wet gegrond is :

I. Toekening, aan de Regeering, van een monopolie en, dienvolgens, van het recht den aanleg en de werking van elk privaat station te veroorloven of te verbieden;

II. Bevoegdheid, voor de Regeering, te allen tijde, het behoud en de werking van elk door derden behoorlijk benuttigd station ondergeschikt te maken aan redenen van openbare orde of van de behoeften van 's lands beveiligung en verdediging;

III. Bekrachtiging, door straffen, van de verbodsbepalingen gesteld of bij de tot uitvoering dezer wet genomen verordeningen.

Dat zijn, Mijne Heeren, de grondslagen van het U voorgelegd ontwerp; zij komen overeen met de verschillende vreemde wetsbepalingen betreffende hetzelfde onderwerp evenals met de grondbeginselen van de internationale radiotelegrafische overeenkomst van Berlijn, van 1906.

Toch mag men voorzien dat, vroeg of laat, belangrijke verbeteringen,

vrucht van den aanhoudenden vooruitgang der techniek, de tegenwoordige exploitatie-voorwaarden zullen wijzigen : de eindelijke oplossing van het vraagstuk der syntonisatie, inzonderheid, zou wellicht toelaten de wettelijke regeling, bedoeld bij het U voorgelegd ontwerp, zooniet te verzachten, dan toch te vereenvoudigen.

Mocht dit gebeuren, zoo zal de Regeering niet nalaten, aan de wetgevende macht voorstellen te onderwerpen, strookende met den verwezenlijkten vooruitgang.

De Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

G. HELLEPUTTE.

PROJET DE LOI

sur la télégraphie sans fil et la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à entreprendre l'établissement et l'exploitation de la télégraphie sans fil et de la téléphonie sans fil par les radiations électriques.

ART. 2.

Sur le territoire belge ou à bord d'un navire ou bateau belge, nul ne peut, sans une autorisation préalable du Gouvernement, établir, faire ou laisser établir ou fonctionner des appareils à radiations électriques susceptibles de servir ou de nuire à la correspondance.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de deux cents à deux mille francs et d'un

WETSONTWERP

betreffende de draadloze telegrafie en de draadloze telefonie door elektrische stralingen.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet aanbieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL 1.

De Regeering is gemachtigd tot het ondernemen van den aanleg en de exploitatie van de draadloze telegrafie en van de draadloze telefonie door elektrische stralingen.

ART. 2.

Zonder voorafgaande machtiging vanwege de Regeering mag niemand, op Belgisch grondgebied of aan boord van een Belgisch vaartuig, toestellen voor elektrische stralingen plaatsen, doen of laten plaatsen of werken, die voor de gemeenschap kunnen dienen of deze kunnen schaden.

Elke overtreding van het bij dit artikel bepaalde wordt gestraft met eene boete van tweehonderd tot tweeduizend frank

emprisonnement de huit jours à un an ou d'une de ces peines seulement; les appareils et tous autres objets spécialement destinés à leur fonctionnement seront confisqués au profit de l'État.

Toutefois, les tribunaux pourront ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la confiscation de tous les appareils et autres objets ou d'une partie d'entre eux en les plaçant sous sequestre pour un terme qui sera fixé dans le jugement. Ce sequestre sera levé de plein droit si l'intéressé ou ses ayants droit obtiennent l'autorisation de faire usage des appareils. A défaut de cette autorisation, la confiscation produira ses effets à l'expiration du terme fixé par le jugement, à moins que le ministre compétent n'autorise le délinquant, soit à détruire les appareils, soit à les transporter hors du royaume, soit à en transférer la possession à un permissionnaire dûment autorisé.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées même en cas d'acquiescement du prévenu, lorsqu'il sera constant que les appareils et autres objets, ayant donné lieu à la poursuite, sont de ceux que visent les deux premiers alinéas du présent article.

ART. 3.

Le Gouvernement déterminera les tarifs ainsi que les règlements d'administration et de police relatifs à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie. Les infractions seront punies des peines établies par la loi du 6 mars 1818.

ART. 4.

Les autorisations prévues à l'article 2 sont délivrées par le Ministre auquel

en met gevangenzitting van acht dagen tot één jaar of met eene enkele dier straffen; de toestellen en alle andere voorwerpen, in het bijzonder tot dezer werking bestemd, zullen ten bate van den Staat verbeurd verklaard worden.

De rechtbanken mogen echter bevelen dat de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring van al de toestellen en andere voorwerpen of van een gedeelte daarvan zal worden uitgesteld, mits ze in bewaarderhand te stellen voor eenen in het vonnis te bepalen termijn. Ontheffing van laatstgenoemden maatregel volgt van rechtswege indien de belanghebbende of zijne rechthebbenden machtiging verkrijgen om van die toestellen gebruik te maken. Bij gebreke aan zulke machtiging, heeft de verbeurdverklaring hare uitwerking bij het vervallen van den in het vonnis bepaalden termijn, tenzij de bevoegde Minister den overtreder ertoe machtigt, hetzij de toestellen te vernietigen, hetzij ze buiten het Rijk te voeren, hetzij het bezit ervan over te dragen aan een behoorlijk gemachtigden vergunninghouder.

De vorenstaande bepalingen zullen toegepast worden, zelfs ingeval de betichte vrijgesproken wordt, wanneer het vaststaat dat de toestellen en andere voorwerpen, ter oorzake waarvan de vervolging is ingesteld, behooren tot de soort als bedoeld in lid één en twee van dit artikel.

ART. 3.

De tarieven alsmede de beheers- en politie-verordeningen betreffende de radiotelegrafie en de radiotelefonie worden door de Regeering vastgesteld. De overtredingen worden gestraft met de straffen, bij de wet van 6 Maart 1818 bepaald.

ART. 4.

Machtigingen als bedoeld bij artikel 2 worden gegeven door den Minister onder

ressortissent les services de la télégraphie et de la téléphonie, après accord avec les autres ministres intéressés; elles mentionnent notamment leur durée, les conditions de l'installation et de l'usage des appareils, les taxes à percevoir s'il y a lieu, les redevances à payer éventuellement au Trésor public, les pénalités et toutes les circonstances restrictives dictées par les nécessités de l'ordre public ainsi que par la sécurité et la défense du territoire. En cas d'infraction aux conditions de l'autorisation, celle-ci pourra être retirée par le ministre qui l'avait délivrée.

Toutefois, une redevance pourra n'être pas réclamée lorsqu'il sera prouvé à la satisfaction du ministre chargé de la délivrance des autorisations que le demandeur n'a d'autre but que de procéder à des expériences ou d'utiliser les appareils à des usages privés sans perception d'une taxe quelconque.

ART. 5.

Nul ne peut mettre en état d'activité, à bord d'un navire ou bateau étranger, des appareils à radiations électriques, susceptibles de servir ou de nuire à la correspondance radiotélégraphique ou radiotéléphonique, aussi longtemps que ce navire ou bateau se trouve dans les eaux territoriales belges, si ce n'est en conformité des règles prescrites conformément à l'article 3. Le Ministre compétent peut, en tout temps, prononcer l'interdiction de l'usage des appareils ou prescrire les mesures de précaution, de surveillance et de contrôle qu'il jugera utiles.

Toute infraction aux dispositions du présent article est passible d'une amende de cent à cinq cents francs. Le tribunal ordonnera la mise sous sequestre des appareils et de tous autres objets spécialement destinés à leur fonctionnement,

wien de telegraaf- en telefoondiensten behooren, na overleg met de overige betrokken Ministers; zij vermelden onder andere haren duur, de voorwaarden voor den aanleg en het gebruik van de toestellen, de te heffen taksen, zoo daartoe aanleiding is, de des voorkomend aan de Openbare Schatkist te betalen belastingen, de straffen en alle beperkende omstandigheden die, met het oog op de openbare orde en op 's lands veiligheid en verdediging nuttig zijn te bepalen. Bij overtreding van de voorwaarden, waaronder de machtiging werd verleend, mag deze ingetrokken worden door den Minister die ze toegestaan heeft.

Eene belasting hoeft echter niet noodzakelijk gevorderd te worden wanneer het, ten genoegen van den Minister met het afgeven der machtigingen belast, bewezen is dat de aanvrager geen ander doel beoogt dan proeven te nemen of de toestellen te laten dienen tot privaat gebruik zonder eenige taks te heffen.

ART. 5.

Aan boord van eenig vreemd vaartuig mag niemand toestellen met elektrische stralingen, die voor de radiotelegrafische of radiotelefonische gemeenschap kunnen dienen of deze kunnen schaden, in werking stellen zoo lang dat vaartuig zich in de Belgische territoriale wateren bevindt, tenzij mits inachtneming van de regelen, voorgeschreven bij artikel 3. Te allen tijde mag de bevoegde Minister het gebruik van de toestellen verbieden of zulke maatregelen van voorzorg, toezicht of nazicht voorschrijven, als hij nuttig acht.

Elke overtreding van het bepaalde bij dit artikel is strafbaar met eene boete van éenhonderd tot vijfhonderd frank. De rechtbank zal het in bewaarderhand stellen van de toestellen en van alle andere voorwerpen, tot dezer werking in het

pour la durée du séjour du navire dans les eaux belges; le sequestre sera levé de plein droit si l'intéressé obtient du ministre compétent l'autorisation de faire usage des appareils.

Si, après la levée du sequestre, l'intéressé commet une nouvelle contravention aux conditions qui lui seront prescrites, l'amende pourra être portée au double et les appareils et autres objets seront confisqués au profit de l'État.

ART. 6.

Dans le cas où, pour une raison d'ordre public ou pour la sécurité et la défense du territoire, le Gouvernement juge nécessaire de suspendre tout ou partie du service, le permissionnaire est obligé d'obtempérer à la première réquisition qui lui sera faite à cette fin.

Dans les mêmes circonstances, le ministre compétent peut, soit ordonner la mise hors d'usage des appareils ou les placer sous sequestre, soit substituer ses agents à ceux des permissionnaires dans le service des appareils.

Ces mesures sont prises pour le terme que le Gouvernement juge nécessaire et ne donnent ouverture à aucun droit d'indemnité contre l'État.

ART. 7.

Les lois pénales relatives à la télégraphie et à la téléphonie avec fils sont applicables à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie du Gouvernement ainsi qu'aux installations et services dûment autorisés qui ont pour objet la correspondance publique.

ART. 8.

Le Gouvernement pourra désigner des

bijzonder bestemd, bevelen voor den duur, dat het vaartuig in de Belgische wateren ligt; ontheffing van dien maatregel volgt van rechtswege zoo de belanghebbende van den bevoegden minister de machtiging erlangt om van de toestellen gebruik te maken.

Indien de belanghebbende, na die ontheffing, opnieuw de hem opgelegde voorwaarden overtreedt, mag de boete op het dubbel gesteld worden en zullen de toestellen en andere voorwerpen ten bate van den Staat verbeurd verklaard worden.

ART. 6.

Ingeval de Regeering om eene reden van openbare orde of tot 's lands beveiliging en verdediging het noodig acht den dienst geheel of ten deele op te heffen, is de vergunninghouder verplicht te voldoen aan de eerste hem daartoe gedane vordering.

In dezelfde omstandigheden, kan de bevoegde Minister hetzij bevelen dat de toestellen buiten gebruik gesteld worden of ze in bewaarderhand stellen, hetzij bij de bediening van de toestellen zijne bedienden stellen in de plaats van die der vergunninghouders.

Die maatregelen worden getroffen voor den termijn, dien de Regeering noodig acht en geven tegenover den Staat geenerlei aanspraak op vergoeding.

ART. 7.

De strafwetten betreffende de draadtelegrafie en telefonie zijn van toepassing op 's Rijks radiotelegrafie en radiotelefonie alsmede op behoorlijk geoorloofde inrichtingen en diensten die overseining van publieke mededeelingen ten doel hebben.

ART. 8.

De Regeering mag ambtenaren aanwij-

fonctionnaires qui seront assermentés comme officiers de police judiciaires pour la constatation des infractions relatives à la télégraphie ou à la téléphonie sans fil.

Les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires feront foi jusqu'à preuve contraire.

Ces fonctionnaires auront, pour toutes les infractions relatives à la télégraphie sans fil ou à la téléphonie sans fil, concurrence et même prévention à l'égard de tous les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction.

ART. 9.

Lorsqu'il existera des indices suffisants de l'existence d'appareils de télégraphie ou de téléphonie sans fil non régulièrement autorisés ou utilisés, le juge d'instruction se transportera aux lieux où lesdits appareils seront présumés se trouver pour y faire, même dans des propriétés particulières, toutes perquisitions utiles à la manifestation de la vérité.

Il pourra se faire accompagner d'un ou de plusieurs experts ou fonctionnaires assermentés aux termes de l'article précédent.

Il pourra procéder ou faire procéder par tous officiers de police judiciaire à la saisie ou à la mise hors d'usage ou sous sequestre, à titre temporaire, des appareils établis ou employés sans autorisation régulière, ainsi que tous autres objets sujets à confiscation aux termes des articles 2 et 5 de la présente loi.

ART. 10.

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance par la voie radiotélégraphique ou radiotéléphonique.

zen, die als officier der rechterlijke politie beëdigd zullen worden, tot het vaststellen van overtredingen betreffende de draadloze telegrafie of telefonie.

Processen-verbaal, door die ambtenaren opgemaakt, zijn geloofwaardig tot het tegenbewijs geleverd zij.

Voor alle overtredingen betreffende de draadloze telegrafie of de draadloze telefonie hebben die ambtenaren gelijk gezag met en zelfs voorrang op alle andere officieren der rechterlijke politie, ter uitzondering van den Procureur des Konings en den onderzoeksrechter.

ART. 9.

Wanneer er voldoende vermoedens zijn van het bestaan van niet-behoorlijk geoorloofde of gebruikte toestellen voor draadloze telegrafie of telefonie, zal de onderzoeksrechter zich begeven ter plaatsen waar vermoed wordt dat voormelde toestellen zich bevinden om, zelfs op particuliere eigendommen, alle tot blijk der waarheid nuttige opzoekingen te doen.

Hij mag zich doen vergezellen door een of meer krachtens voorgaand artikel beëdigde deskundigen of ambtenaren.

Hij mag overgaan of door alle officieren der rechterlijke politie doen overgaan tot het in beslag nemen of buiten gebruik of in bewaarderhand stellen, ten tijdelijken titel, van de zonder behoorlijke machtiging geplaatste of gebruikte toestellen, alsmede van alle anderen krachtens artikelen 2 en 5 van deze wet voor verbeurdverklaring vatbare voorwerpen.

ART. 10.

De Staat is geenszins verantwoordelijk uit hoofde van de gemeenschap per radiotelegraaf of radiotelefoon.

ART. 11.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Donné à Laeken, le 16 juin 1908.

ART. 11.

Deze wet is verbindend daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Laeken, den 11^e Juni 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafien,*

G. HELLEPUTTE.

